

Le système socialiste à l'épreuve des entrepreneurs privés ?

La fraude électorale à l'Assemblée populaire de la province du Liaoning et ses implications

Anthony H. F. Li

Traducteur : Thibault Le Texier



Édition électronique

URL : <http://perspectiveschinoises.revues.org/7647>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2017
Pagination : 101-105

Référence électronique

Anthony H. F. Li, « Le système socialiste à l'épreuve des entrepreneurs privés ? », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2017/1 | 2017, mis en ligne le 01 mars 2017, consulté le 21 avril 2017. URL : <http://perspectiveschinoises.revues.org/7647>

Synthèse de presse du **cefc**

Le système socialiste à l'épreuve des entrepreneurs privés ?

La fraude électorale à l'Assemblée populaire de la province du Liaoning et ses implications

ANTHONY H. F. LI

Introduction

Le 13 septembre 2016, le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale (CPAPN) a tenu une réunion extraordinaire et annoncé une décision sans précédent dans l'histoire de la République populaire de Chine. Il a disqualifié 45 des 102 élus de l'Assemblée populaire du Liaoning (APL) délégués auprès de l'Assemblée populaire nationale (APN), à cause d'une fraude massive durant leur élection en janvier 2013. La disqualification a également entraîné la destitution de 38 des 62 membres du Comité permanent de l'APL, empêchant le quorum nécessaire à la convocation des réunions. Parmi les 523 membres de l'APL (sur un total de 619) impliqués dans le scandale d'achat de votes, 453 ont démissionné et un a été licencié⁽¹⁾.

Le CPAPN a ensuite lancé un « panel préparatoire » afin d'organiser la nouvelle élection des membres de l'APL. Face à l'ampleur inédite des dysfonctionnements de l'APL, le CPAPN a été contraint d'imaginer un « arrangement innovant » (*chuangzhi xing anpai* 创制性安排)⁽²⁾. Selon le président du CPAPN, Zhang Dejiang, l'incident « porte atteinte aux fondamentaux du système socialiste dans sa version chinoise⁽³⁾ ». Le Parti communiste chinois (PCC) a également indiqué dans une circulaire que l'incident était une « grave violation de la discipline du parti » et « une grave destruction du système électoral du Congrès du peuple⁽⁴⁾ ». Certains médias ont relayé cette information en la qualifiant de « cas d'une importance capitale » (*tian zi yi hao an* 天字一号案).

Sur les 45 délégués de l'APN disqualifiés, 40 sont des entrepreneurs industriels privés, quatre sont cadres dans des entreprises publiques et un est fonctionnaire⁽⁵⁾. Le fait que la majorité des membres disqualifiés viennent du secteur privé révèle la présence notable de riches magnats au sein de l'APN.

Cet article vise à décrire en détail la fraude électorale du Liaoning et ses conséquences, à la replacer dans le contexte de l'administration de Xi Jinping, et à discuter ses implications pour les élections en Chine et pour les relations entre le PCC et le secteur privé.

Le système de l'Assemblée populaire nationale sous Xi Jinping

À l'instar du Congrès national du Parti communiste chinois, le système de l'APN en République populaire de Chine est caractérisé par le principe du

« centralisme démocratique ». Comme l'assemblée générale de l'APN ne siège que quelques semaines par an, le comité permanent détient *de facto* le pouvoir de conduire les tâches législatives le reste du temps. Cependant, la coexistence du PCC et de l'APN a longtemps laissé au PCC la possibilité d'exercer officieusement une influence décisive sur le fonctionnement de l'APN au travers du groupe du Parti (*dangzu* 党组) au sein du comité permanent (les membres du groupe du Parti sont soumis aux directives et aux ordres de leurs supérieurs au sein du PCC)⁽⁶⁾. Cette fusion parti-État conduit l'APN à être fortement pilotée par quelques membres du Parti au sein de comités permanents aux différents échelons de l'APN⁽⁷⁾.

En ce qui concerne l'élection des délégués de l'APN, les membres de l'APN situés au-dessous du niveau du comté sont élus au suffrage direct. Les assemblées locales situées au-dessus du niveau du comté voient leurs membres élus à partir des assemblées du niveau immédiatement inférieur, ce qui constitue un élément d'élection indirecte dans le système de l'APN. Cependant, l'APN essaie d'influer sur le processus électoral en contrôlant la liste des candidats proposés et en l'expurgeant des candidats indépendants qui ne sont pas parrainés par le PCC⁽⁸⁾. Un tel contrôle est devenu toutefois moins absolu depuis l'instauration du système « plus-de-candidats-que-de-postes » (*cha'e xuanju* 差额选举) en 1982, qui a introduit un léger degré d'incertitude dans le processus électoral.

1. « Liaoning Legislature removes over 400 lawmakers », *Global Times*, 19 septembre 2016, <http://www.globaltimes.cn/content/1006938.shtml> (consulté le 13 janvier 2017).
2. « Liaoning hu xuan an zhi sheng renda yu bacheng daibiao huo ci huo mian » (Plus de 80 % des délégués ont démissionné après la fraude électorale du Liaoning), *Caixin*, 13 septembre 2016, <http://china.caixin.com/2016-09-13/100988251.html> (consulté le 17 novembre 2016).
3. Cao Yin, « 45 NPC deputies unseated for fraud », *China Daily*, 14 septembre 2016, http://www.chinadaily.com.cn/china/2016-09/14/content_26789503.htm (consulté le 20 décembre 2016).
4. « Zhongyang chachu Liaoning li piao hui xuan an » (L'autorité centrale a pris en main le cas de fraude électorale au Liaoning), *Caixin*, 5 septembre 2016, <http://china.caixin.com/2016-09-05/100985437.html> (consulté le 23 décembre 2016).
5. Choi Chi-yuk, « Behind the NPC vote-buying scandal: How Beijing went on the warpath after its preferred candidates lost », *South China Morning Post*, 26 octobre 2016, <http://www.scmp.com/news/china/policies-politics/article/2024604/behind-npc-vote-buying-scandal-how-beijing-went-warpath> (consulté le 20 décembre 2016).
6. Murray S. Tanner, *The Politics of Lawmaking in Post-Mao China*, New York, Clarendon Press, 1999.
7. He Zunzhi, *Zuowei yi zhong zhengfu xingshi de zhongguo renda zhidu* (L'Assemblée populaire nationale de Chine comme forme de gouvernement), Shanghai, Shanghai Renmin Chubanshe, 2013; Ming Xia, *The People's Congresses and Governance in China*, London, Routledge, 2007.
8. « China's local elections: Democracy "with Chinese characteristics" », *Hong Kong Free Press*, 16 novembre 2016, <https://www.hongkongfp.com/2016/11/16/chinas-local-elections-democracy-chinese-characteristics/> (consulté le 20 décembre 2016).

Parmi ses nombreuses fonctions, l'APN sert à représenter les différentes régions de Chine ainsi que différentes catégories de la population, comme les paysans, les travailleurs, les femmes, les minorités ethniques, l'intelligentsia et les Chinois revenus de l'étranger. Au niveau national sont également inclus les huit « partis démocratiques », l'Armée populaire de libération ainsi que des représentants de Hong Kong, de Macao et de « Taïwan ». La représentation régionale s'exprime dans la manière dont sont élus les délégués et dont sont conduites les réunions de l'APN⁽⁹⁾. L'assemblée de niveau supérieur est également chargée d'approuver et d'attribuer les quotas de représentation pour les catégories susmentionnées au sein de l'assemblée du niveau immédiatement inférieur, comme disposé dans la loi électorale. Au niveau national, les dirigeants du Parti ont au moins deux façons de s'assurer que les candidats qu'ils parrainent deviennent effectivement des délégués auprès de l'APN. Tout d'abord, le CPAPN peut imposer de manière centralisée (*zhongyang fenpei* 中央分配) des candidats aux groupes provinciaux de délégués sous l'argument de rendre l'APN plus représentative⁽¹⁰⁾. Deuxièmement, comme Qin Qianhong l'a souligné, la majorité des délégués auprès de l'APN sont généralement présélectionnés par le Département de l'organisation du PCC et par le Département du Front uni aux niveaux national et provincial, après consultation avec le comité permanent de l'assemblée provinciale en question. Les deux départements recourent à leurs propres mesures pour s'assurer que les candidats approuvés par le PCC soient élus⁽¹¹⁾. Le quota de représentation et la liste des candidats présélectionnés sont censés servir de guides incontournables au comité permanent de l'assemblée provinciale lorsqu'elle supervise l'élection de ses délégués auprès de l'APN.

Néanmoins, le système de l'APN n'est pas un système administratif hiérarchique absolu sur lequel les dirigeants du Parti peuvent exercer un contrôle total. L'APN ne dirige pas effectivement (*lingdao* 领导) les assemblées provinciales et ne leur dit pas quoi faire sur tous les sujets. Les assemblées provinciales disposent en effet d'un degré limité d'autonomie, surtout suite à la réforme importante de l'APN introduite immédiatement après la Révolution culturelle⁽¹²⁾. Étant donné l'autonomie réelle des assemblées provinciales, elles pourraient entrer en conflit avec l'APN. Les mécanismes officieux comme les *guanxi* (liens interpersonnels) entre les délégués des assemblées aux deux niveaux et comme les règles du PCC régissant le comportement des membres du groupe du Parti au sein de leurs comités permanents respectifs contribuent de manière importante à assurer le fonctionnement et la coordination de l'ensemble de l'APN⁽¹³⁾.

En effet, la fraude électorale n'est pas rare au sein du système de l'APN⁽¹⁴⁾. Bien que le système « plus-de-candidats-que-de-postes » laisse peu de sièges à la concurrence, de nombreuses pratiques d'achat de votes ont lieu à ce stade du processus électoral⁽¹⁵⁾. Les résultats de l'élection du Liaoning en janvier 2013 ont rendu particulièrement furieux les dirigeants du Parti parce que certains quotas réservés aux paysans et aux représentants de base établis par le CPAPN n'ont pas été respectés, et parce que 11 candidats aux fonctions de délégués auprès de l'APN qui avaient été présélectionnés par des dirigeants du PCC n'ont pas été élus mais ont été remplacés par des candidats qui auraient acheté leur élection⁽¹⁶⁾. En raison du non-respect des ordres du Comité central du Parti et de l'ampleur de la fraude électorale au sein de l'APN, le Comité central a mené des enquêtes sur l'éventuelle implication de Wang Min 王珉, qui était alors président du Comité permanent de l'APN, et sur celle d'autres hauts responsables.

La violation des ordres du Comité central peut être analysée à la lumière du nouveau contexte politique chinois. Depuis que Xi Jinping est devenu

Secrétaire général du Parti, un certain nombre de « mouches » et de « tigres » du Parti ont été poursuivis pour avoir reçu des pots-de-vin et pour avoir enfreint la discipline du Parti. La chute de hauts cadres comme Zhou Yongkang et Ling Jihua a immanquablement redéfini la dynamique du pouvoir entre les différentes factions du Parti. À la suite de la campagne anti-corruption et d'intenses luttes entre factions au sein du Parti, expliquent Chen Ling et Barry Naughton, on attend autre chose des cadres locaux que le respect des normes existantes du Parti, ce qui rend les critères de promotion des cadres moins clairs et leurs carrières plus imprévisibles⁽¹⁷⁾. L'incapacité des cadres provinciaux du Liaoning à respecter les ordres du Comité central lors de l'élection des délégués à l'APN et leur réticence à remédier à la situation conformément aux instructions ultérieures des autorités centrales suggèrent que les mécanismes officieux du PCC pour contrôler les cadres locaux pourraient ne pas être aussi efficaces sous l'administration Xi. Cela suggère aussi que ces mécanismes ont offert aux magnats du secteur privé non approuvés par le Parti une plus grande marge de manœuvre pour faire progresser leurs intérêts jusqu'au niveau national du système de l'APN.

Revoir la discipline du Parti dans la province du Liaoning

Afin d'enquêter sur l'étendue de la corruption dans la province du Liaoning, le Groupe d'inspection central (*Zhongyang xunshi zu* 中央巡视组) a été dépêché dans la province en 2014. Son rapport d'enquête a reproché aux dirigeants provinciaux du Parti de n'avoir pas réussi à saisir la complexité de l'élection de l'APN et leur a demandé de résoudre le problème⁽¹⁸⁾. Sans satisfaire pour autant les dirigeants du Parti, le chef du Parti pour la province du Liaoning, Wang Min, a été nommé directeur adjoint du Comité pour l'éducation, la culture et la santé publique de l'APN.

Après une deuxième série d'enquêtes menées par le Groupe d'inspection central en février et en avril 2016, un nouveau Groupe central d'enquêtes de cas (*Zhongyang zhuan'an zu* 中央专案组) a été créé pour poursuivre l'enquête sur la fraude électorale. Plus de 100 personnes, délégués de l'assemblée et cadres du Parti, ont été interrogées⁽¹⁹⁾. En août, Wang Min a été officiellement expulsé du Parti, puis un document officiel l'a accusé d'avoir

9. Shih Chih-yu, *Collective Democracy: Political and Legal Reform in China*, Hong Kong, The Chinese University Press, 1999, p. 165.
10. Jean-Pierre Cabestan, « More Power to the People's Congresses? Parliaments and Parliamentarism in the People's Republic of China », *ASiEN*, 2006, p. 42-69.
11. Qin Qianhong, « Liaoning hu xuan an cuibi xuanju zhidu gaige » (L'incident de la fraude électorale du Liaoning appelle d'urgence une réforme du système électoral), *Compte Wechat public de Qin Qianhong*, 18 septembre 2016, <http://chuansong.me/n/798235344651> (consulté le 23 décembre 2016).
12. Cai Dingjian, « Zhengzhi tizhi gaige de lishi yu xianzhuang » (Passé et présent de la réforme politique institutionnelle), *Yanhuang Chunqiu*, n° 2, 2011.
13. Ming Xia, *The People's Congresses and Governance in China*, op. cit. ; He Zunzhi, *Zuowei yi zhong zhengfu xingshi de zhongguo renda zhidu*, op. cit., p. 125-128.
14. « Liaoning hui xuan an: shiwuqianli pubian cunzai » (L'incident de la fraude électorale du Liaoning : sans précédent et pourtant sans surprise), *Deutsche Welle*, 14 septembre 2016, <http://dw.com/p/1K1sx> (consulté le 17 décembre 2016).
15. Qin Qianhong, « Liaoning hu xuan an cuibi xuanju zhidu gaige », art. cit.
16. « Liaoning hui xuan an da saochu » (Un grand nettoyage autour du cas du Liaoning), *Caixin*, 11 octobre 2016, <http://211.137.8.230:8580/fyw/mtp/570.html> (consulté le 18 décembre 2016) ; Choi Chi-yuk, « Behind the NPC vote-buying scandal », art. cit.
17. Chen Ling and Barry Naughton, « A Dynamic China Model: The Co-evolution of Economics and Politics in China », *Journal of Contemporary China*, vol 26, n° 103, 2017, p. 18-34.
18. « Liaoning hui xuan an da saochu », art. cit.
19. *Ibid.*

critiqué le Comité central (*wang yi zhongyang* 妄议中央), d'avoir désobéi à la discipline du Parti lorsqu'il a compris qu'il ne pouvait pas assouvir ses aspirations politiques personnelles, et d'avoir fait preuve de négligence dans la fraude électorale massive qui a touché l'APL⁽²⁰⁾.

Pendant ce temps, entre juin et août 2016, un certain nombre de cadres clés du Parti en ont également été expulsés, à savoir les anciens directeurs adjoints de la 12^{ème} Commission permanente de l'APL, Wang Yang 王阳 et Zheng Yuchao 郑玉焯, ainsi que l'ancien membre du Comité permanent Su Hongzhang 苏宏章. Ils auraient été associés non seulement au scandale des élections de 2013 des délégués de l'APL à l'APN, mais aussi à d'autres scandales électoraux qui auraient pu les aider à obtenir un poste au sein de l'assemblée provinciale.

En septembre, Li Feng 李峰, l'ancien secrétaire du Groupe du comité permanent du parti, a été démis de ses fonctions au sein de l'APL pour négligence dans la gestion de la fraude électorale, un traitement différent des 453 délégués de l'APL qui ont démissionné à ce moment-là. L'ancienne directrice du Comité disciplinaire de la province du Liaoning, Wang Junlian 王俊莲, a également reçu un avertissement malgré son départ en retraite et elle s'est excusée à la télévision pour sa négligence dans la gestion de la fraude électorale de l'APL. Autant d'éléments qui montrent les efforts du Comité central pour médiatiser son action contre la corruption. Au 6 janvier 2017, 955 personnes faisaient l'objet d'une enquête ou purgeaient des peines⁽²¹⁾.

À l'approche du 19^e Congrès national du Parti, le renouvellement à grande échelle des cadres du Parti dans la province du Liaoning pourrait servir d'avertissement fort de la part de Xi Jinping à ceux qui osent mettre leurs intérêts personnels au-dessus de la discipline du Parti. Selon Steve Tsang, ce prochain Congrès sera déterminant pour la succession politique de Xi et pour sa sélection d'alliés dignes de confiance, surtout après le mécontentement que sa campagne anti-corruption a causé parmi certaines factions du Parti⁽²²⁾. Durant la 6^{ème} session plénière du 18^{ème} Congrès national du PCC, en novembre 2016, Xi Jinping a ouvertement mis en garde les cadres supérieurs du Parti contre « les conspirations politiques qui, sous couvert d'obéissance, sont en fait au service des intérêts particuliers de certaines cliques⁽²³⁾ ». À la lumière de cette déclaration, il reste à voir dans quelle mesure Xi Jinping, en sa qualité de « noyau du Parti », pourra en contrôler les cadres locaux.

Les entrepreneurs privés au sein du système de l'Assemblée populaire

Suite au développement du secteur privé provoqué par les réformes économiques, le PCC entretient une relation complexe avec les entrepreneurs privés, dont le nombre ne cesse de croître. Depuis les années 1990 par exemple, un certain nombre de cadres du PCC et leurs familles sont devenus des « capitalistes rouges » possédant des entreprises privatisées.

En 2001, Jiang Zemin a proposé la théorie des « Trois représentativités », qui a officiellement permis aux entrepreneurs privés d'adhérer au Parti. Pour les chercheurs qui ont étudié la question, il s'agissait d'une tentative pour justifier l'existence jusqu'ici officieuse des « capitalistes rouges » et prévenir leur potentielle structuration en une force hostile au PCC⁽²⁴⁾. En outre, on observe depuis longtemps que les cadres du Parti et les entrepreneurs privés ont développé des réseaux complexes de *guanxi* aux bénéfices mutuels⁽²⁵⁾. Ces réseaux ont pris la forme de divers patronages officieux chevauchant les frontières entre secteurs public et privé⁽²⁶⁾. Ces collusions impliquent souvent des activités illégales telles que la corruption et le détournement de fonds publics⁽²⁷⁾.

Les entrepreneurs privés ont également obtenu d'être représentés au sein de l'APN et de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CPPCC) depuis les années 1990. D'après les calculs effectués par le *Southern Weekly* en 2010, environ 9 % des délégués de la onzième APN (2008-2013) possédaient des entreprises privées⁽²⁸⁾. D'après le Hurun Research Institute de Shanghai, environ 15 % des entrepreneurs privés les plus riches de Chine étaient membres de l'APN ou de la CPPCC entre 2010 et 2013, et 30 à 40 % des 50 entrepreneurs privés les plus riches de Chine étaient également délégués auprès de l'APN ou du CPPCC entre 2010 et 2014⁽²⁹⁾.

Les raisons pour lesquelles les entrepreneurs privés cherchent à obtenir un titre officiel au sein de l'APN sont multiples. Pour Chen Youxi, les entrepreneurs privés locaux recherchent le patronage officieux de secrétaires locaux du Parti afin d'obtenir des rentes et une protection politique, mais les bénéfices tirés des *guanxi* sont incertains, car les entrepreneurs privés courent le risque que la politique change quand de nouveaux secrétaires du Parti entrent en fonction⁽³⁰⁾. En l'absence de protection juridique *de facto* de la propriété privée, leurs intérêts commerciaux dans une localité sont également à la merci des abus de pouvoir des cadres locaux du Parti, qui peuvent utiliser les instances judiciaires ou recourir tout simplement à la force⁽³¹⁾. Jiang Ming'an observe que les entrepreneurs privés pourraient également utiliser leurs privilèges de délégués auprès de l'assemblée locale pour

20. « Wang Min geren zhengzhi qi wang wei shixian hou dichu zhongyang » (Wang Min défie le Comité central après avoir échoué à réaliser ses aspirations politiques personnelles), *The Beijing News*, 26 août 2016, <http://www.bjnews.com.cn/inside/2016/08/26/414767.html> (consulté le 29 novembre 2016).
21. « Jiwei fanfu pian jie Liaoning hui xuan cha 955 ren » (Le Comité disciplinaire révèle que 955 personnes font l'objet d'une enquête dans le cadre de la fraude électorale du Liaoning), *Hong Kong 01*, 6 janvier 2017, <http://www.hk01.com/article/64181> (consulté le 8 janvier 2017).
22. « China's President Xi Jinping faces his biggest political test », *South China Morning Post*, 21 octobre 2016, <http://www.scmp.com/news/china/policies-politics/article/2022936/chinese-president-xi-jinping-faces-his-biggest> (consulté le 5 janvier 2017).
23. « China's Xi lashes out at political cliques, election fraud », *Xinhua*, 2 novembre 2016, http://news.xinhuanet.com/english/2016-11/02/c_135801155.htm (consulté le 5 janvier 2017).
24. Bruce J. Dickson, « Integrating wealth and power in China: The Communist Party's embrace of the private sector », *The China Quarterly*, vol 192, 2007, p. 827-854; Kellee S. Tsai, « Adaptive informal institutions and endogenous institutional change in China », *World Politics*, vol 59, n° 1, 2006, pp.116-141.
25. Kellee S. Tsai, *ibid.*; Lü Qingchun, « Fei gongyouzhi jingji renshi de zhengzhi canyu jiqi kunjing » (La participation politique et le défi des membres du secteur privé), *Contemporary World and Socialism*, vol 27, n° 1, 2009.
26. Bruce Dickson and Minxin Pei, « Red capitalists in China: Will entrepreneurs change the Party? », *Carnegie Endowment for International Peace*, 5 mars 2003, <http://carnegieendowment.org/2003/03/05/red-capitalists-in-china-will-entrepreneurs-change-party-event-593> (consulté le 19 janvier 2017).
27. *The report on private entrepreneurs' crimes in China 2012*, cited in Zhu Cheng, « Minying qiye xuyao zenyang de falü baohu? » (De quelles protections légales ont besoin les entreprises privées ?), *South Review*, 25 mars 2013, <http://www.nfcmag.com/article/3971.html> (consulté le 5 janvier 2017); Minxin Pei, « Xi's war on corruption could hasten Chinese Communist Party's fall », *Nikkei Asian Review*, 4 juin 2015, <http://asia.nikkei.com/magazine/20150604-Cast-away/View-points/Minxin-Pei-Xi-s-war-on-corruption-could-hasten-Chinese-Communist-Party-s-fall> (consulté le 20 janvier 2017).
28. « Quanguo renda shou ti jiang ganbu daibiao bili » (Première mention de la réduction du quota pour les cadres du Parti délégués auprès de l'Assemblée populaire nationale), *The Beijing News*, 9 mars 2012, <http://www.chinaelections.org/article/26/224405.html> (consulté le 5 janvier 2017).
29. Notons que les critères retenus pour établir la liste ont été modifiés pour la période 2009-2016. Les entrepreneurs privés sont inclus dans la liste des personnes les plus riches de Chine lorsqu'ils répondent à certains critères, comme le fait d'appartenir aux 1000 personnes les plus riches de Chine (2009-2013) et de posséder des avoirs dépassant les 2 milliards de RMB (2014-2016). (Hurun Research Institute, *The Hurun Report 2016*, <http://www.hurun.net/CN/ArticleShow.aspx?nid=20867> (consulté le 5 janvier 2017).
30. Chen Youxi, « Zhongguo minying qiye de sifa fengxian » (Le risque judiciaire des entreprises privées en Chine), *Zhongguo Gaige*, vol 11, 2011.
31. Yuhua Wang, « Institutions and Bribery in an Authoritarian State », *Studies in Comparative International Development*, vol 49, 2014, p. 217-241; Zheng Yongnian, « Zhongguoshi fanfu jian zhi hechu » (Les zones à signaler pour lutter contre la corruption en Chine), *I-Feng*, 5 juillet 2016, <http://3g.ifeng.com/news/sharenews/?aid=110818912&mid> (consulté le 18 décembre 2016).

intervenir dans des affaires judiciaires les concernant, aux vues des pouvoirs constitutionnels dont disposent les assemblées locales pour superviser les organes judiciaires de niveau équivalent⁽³²⁾. Ces différents points montrent l'intérêt de participer au système politique officiel en appartenant à l'assemblée populaire locale, en plus de cultiver des *guanxi*.

Certains observateurs notent également que la structure économique spécifique de la province du Liaoning pourrait expliquer que les entrepreneurs privés recherchent des postes au sein de l'assemblée qui protègent leurs intérêts commerciaux. Comme l'économie du Liaoning comprend principalement des entreprises publiques opérant dans l'industrie lourde et comme le secteur privé y est relativement sous-développé, la plupart des ressources sont entre les mains des fonctionnaires, ce qui oblige les entrepreneurs privés à entretenir des relations politiques⁽³³⁾. Le fait d'occuper un poste officiel de délégué au sein de l'assemblée locale ou nationale rassure les entrepreneurs privés quant à leurs intérêts commerciaux, mais cela leur permet également de cultiver davantage de *guanxi* avec des fonctionnaires du gouvernement.

Les chercheurs soutiennent en outre que les entrepreneurs privés sont plus désireux qu'avant d'établir des liens politiques avec les responsables gouvernementaux au niveau national car cela leur permet d'obtenir des ressources au-delà de leurs localités ainsi qu'une protection politique plus stable du gouvernement central⁽³⁴⁾. Dans le cas de la fraude électorale du Liaoning, le profil de certains délégués de l'APN disqualifiés laisse entendre que leurs intérêts commerciaux ne se limitent pas à la région du Nord-Est⁽³⁵⁾. De plus, le gouvernement central a lancé en 2004 un programme stratégique de relance économique (*Zhenxing dongbei* 振兴东北) qui cible particulièrement la région du Nord-Est, dont l'économie est en déclin. Cependant de nombreuses mesures de relance n'ont pas été correctement mises en œuvre par le gouvernement local dans la province du Liaoning⁽³⁶⁾. De riches magnats de la province peuvent vouloir obtenir un poste de délégué auprès de l'APN afin d'avoir un accès plus direct aux fonctionnaires de l'Etat central et à leurs ressources. La capacité financière de ces magnats et leur intérêt à acheter des postes au sein de l'APN, auxquels s'ajoutent la violation par les cadres provinciaux des ordres du Comité central pour profiter personnellement du processus électoral opaque des assemblées populaires, forment le contexte de la fraude électorale du Liaoning.

La nouvelle forme des relations Parti-entreprises

En mars 2016, afin de tirer parti du rôle croissant du secteur privé dans le développement économique et de libérer celui-ci de la corruption, Xi Jinping a exhorté les cadres du Parti à coopérer étroitement avec les entreprises privées (*qin* 亲) et à résister à la corruption (*qing* 清), forgeant pour l'occasion l'expression de « nouveau partenariat Parti-entreprises » (*Xinxing zhengshang guanxi* 新型政商关系). Xi a demandé aux cadres du Parti d'aider les entrepreneurs privés sans chercher à les corrompre ni à en tirer un gain personnel, et il a demandé aux entrepreneurs privés de mieux communiquer avec les cadres du Parti et de gérer leurs entreprises dans le respect de la légalité⁽³⁷⁾. Certaines mesures connexes ont été adoptées. Tout d'abord, l'administration Xi a publié des directives (*Zhonggong zhongyang guowuyuan guanyu wanshan chanquan baohu zhidu yifa baohu chanquan de yijian* 中共中央国务院关于完善产权保护制度依法保护产权的意见) en novembre 2016 qui comprennent dix mesures spécifiques pour garantir aux entrepreneurs privés une meilleure protection juridique de la propriété privée. Hu

Shuli a également souligné que ces directives montrent davantage de tolérance envers les actifs des entrepreneurs privés qui ont accumulé leurs richesses illégalement au début de la réforme économique (un point qui préoccupe particulièrement ces derniers)⁽³⁸⁾. Comme l'a noté Minxin Pei, beaucoup de magnats ont acquis leurs richesses grâce à des *guanxi* malhonnêtes avec des fonctionnaires du gouvernement ou en coopérant avec ceux-ci pour piller les actifs des entreprises publiques dans les années 1990⁽³⁹⁾. En dépit des efforts pour construire un cadre juridique plus solide assurant la protection de la propriété privée, deux autres phénomènes pourraient également empêcher ce cadre légal d'instaurer la nouvelle relation Parti-entreprises que Xi a en tête : d'une part, la réticence de certains gouvernements locaux à faire rejurer plus justement par les tribunaux des affaires de propriété privée⁽⁴⁰⁾, et d'autre part des *guanxi* de longue date entre des cadres locaux du Parti habitués à la corruption et des entrepreneurs privés qui cherchent compulsivement des situations de rente.

De plus, le PCC continue d'entretenir un contact étroit avec les entrepreneurs privés par le biais du travail du Front uni, qui sert à la fois de moyen de contrôle et d'organe de collecte de réactions. En 2015, le PCC a promulgué un nouveau règlement (*Zhongguo Gongchandang tongyi zhanxian gongzuo tiaoli (shixing)* 中国共产党统一战线工作条例 (试行)), qui met l'accent sur deux catégories liées aux activités des entreprises parmi les 12 objectifs utilisés en interne par le Front uni⁽⁴¹⁾. Tandis que la cooptation des plus fortunés au sein de l'APN reste l'un des objectifs du Front uni sous l'administration Xi, des changements subtils se sont produits dans leur représentation au sein de l'APN.

Depuis 2013, les quotas de représentation ont été augmentés pour certaines catégories traditionnelles comme les femmes, les paysans et les travailleurs⁽⁴²⁾. Dans le même temps, la proportion d'entrepreneurs privés parmi les plus riches de Chine délégués auprès de l'APN a décliné, passant de 8,2 % en 2013 à 4,8 % en 2016. Cela montre que la stratégie du PCC consistant

32. « Jie Liaoning renda daibiao luanxiang » (Révélations sur la situation difficile des délégués auprès de l'Assemblée populaire du Liaoning), *Caijin*, 9 septembre 2016, <http://news.sohu.com/20160909/n468091763.shtml> (consulté le 17 décembre 2016).
33. Ba Zunyu, « Jianli dongbei xinxing zheng shang guanxi de shengceng duice sikao » (Réflexions sur les solutions de fond à la constitution de nouvelles relations Parti-entreprises dans le Nord-Est), 12 novembre 2016, http://blog.sina.com.cn/s/blog_48350edc0102wi7j.html (consulté le 5 janvier 2017).
34. Yuhua Wang, « Beyond Local Protectionism: China's State-Business Relations in the Last Two Decades », *China Quarterly*, vol 226, p. 319-341, 2016 ; Lynette H. Ong, « Between Developmental and Clientelist States: Local State-Business Relationships in China », *Comparative Politics*, vol 44, n° 2, 2012, p. 191-209.
35. Par exemple, sept des 45 délégués disqualifiés possèdent des avoirs de plus de 2 milliards de RMB et font partie des individus les plus riches de Chine (Hurun Research Institute, *The Hurun Report 2016*, art. cit.).
36. Ba Zunyu, « Jianli dongbei xinxing zheng shang guanxi de shengceng duice sikao », art. cit.
37. Li Jinhe and Gao Guosheng, « Goujian qin he qing de xinxing zhengshang guanxi » (Construire des relations Parti-entreprises "étroites" et "propres"), *Hongqi Wengao*, vol 22, 2016.
38. Hu Shuli, « Strong property rights for a stronger Chinese economy », *East Asia Forum*, 9 janvier 2017, <http://www.eastasiaforum.org/2017/01/09/strong-property-rights-for-a-stronger-chinese-economy/> (consulté le 18 janvier 2017).
39. Minxin Pei, « Xi's war on corruption could hasten Chinese Communist Party's fall », art. cit.
40. Zhang Wenkui, « Chanquan baohu: xu yao wenjian geng xuyao pan li » (Protection des droits de propriété : un document est requis mais le verdict de la cour est de fait plus important), *Caixin*, 30 novembre 2016, <http://opinion.caixin.com/2016-11-30/101020782.html> (consulté le 6 janvier 2017).
41. « Zhonggong zhongyang yinfa zhongguogongchandang tongyizhanxian gongzuo tiaoli (shixing) » (Le Comité central du PCC a promulgué un "Règlement (temporaire) du Front uni du Parti communiste chinois"), *Xinhua*, 22 septembre 2015, http://news.xinhuanet.com/politics/2015-09/22/c_1116645297.htm (consulté le 5 janvier 2017).
42. « Shierjie quanguorenda daibiao goucheng tese fenxi » (Analyse des caractéristiques de la composition de la 12^{ème} Assemblée populaire nationale), *Xinhua*, 1er mars 2016, http://news.xinhuanet.com/2013lh/2013-03/01/c_124404601.htm (consulté le 18 janvier 2017).

à coopter les nouveaux riches au sein de l'APN peine à tenir le rythme soutenu de leur multiplication⁽⁴³⁾. Cela peut suggérer au final que les dirigeants du Parti ne souhaitent pas faire de l'APN une arène dans laquelle les riches entrepreneurs privés sont cooptés autant qu'auparavant, et qu'ils ne tolèrent certainement pas que les entrepreneurs privés achètent leur place dans le système politique officiel en violation de la politique des dirigeants du Parti, comme dans le cas de la fraude électorale du Liaoning.

Conclusion

La fraude électorale du Liaoning de 2013 montre comment les cadres provinciaux du Parti ont manipulé les élections en désobéissant aux dirigeants du Parti afin de faire entrer au sein de l'APN des entrepreneurs privés non présélectionnés par les dirigeants du Parti. Le licenciement de cadres supérieurs du Parti dans la province du Liaoning en application des règles officielles du Parti et la disqualification massive des délégués de l'APL par des procédures législatives officielles peuvent être considérés comme des mesures correctives prises par les dirigeants du Comité central pour renforcer le contrôle politique sur la province de Liaoning, dans un contexte de campagne anti-corruption et d'intenses luttes intestines au sein du Parti.

La disqualification de 45 délégués du Liaoning auprès de l'APN (en majorité des entrepreneurs privés), ne signe pas la fin de la relation symbiotique liant le PCC aux magnats des affaires, mais elle réaffirme la prééminence du Parti dans ses rapports avec le secteur privé. Sous l'administration Xi, il est évident que les dirigeants du Parti souhaitent conserver les plus fortunés au sein de l'APN pour mieux les garder au service du développement éco-

nomique. Pourtant, la protection des intérêts des plus fortunés ne passe sans doute pas principalement par la multiplication de postes politiques officiels accordés au sein de l'APN en proportion de leur nombre croissant, mais davantage par les voies officielles du Front uni et par la promesse de protéger juridiquement leurs droits de propriété en contrepartie de leur loyauté envers le Parti, dans un contexte de ralentissement économique et de remaniement des alliances politiques au sein du Parti.

Il ne faut pas considérer l'action sans précédent du CPAPN pour éradiquer la fraude électorale au sein de l'APN et de l'APL comme une tentative pour améliorer la qualité démocratique des élections. Elle ne signifie pas non plus que les chefs du Parti craignent de voir les entrepreneurs privés menacer le monopole détenu par le PCC sur le pouvoir, car il est hautement improbable que des entrepreneurs privés s'unissent – ou parviennent simplement à s'unir – contre le PCC⁽⁴⁴⁾. Il s'agit plutôt d'une tentative de « révolution par le haut⁽⁴⁵⁾ » visant d'une part à assurer la domination du PCC sur les riches entrepreneurs privés, et d'autre part à garantir la suprématie du Secrétaire général sur le Parti et sur les stratégies officielles et officieuses qui animent le système politique socialiste.

■ Traduit par Thibault Le Texier

■ Anthony H. F. Li est assistant de recherche au CEFC
(anthonylih@gmail.com)

Cette synthèse de presse est compilée à partir d'une sélection des revues de presse bimensuelles du CEFC, disponibles sur www.cefc.com.hk.

43. Hurun Research Institute, *Hurun Report 2016*, art. cit.

44. Dickson, « Integrating wealth and power in China », art. cit.

45. Barrington Moore, *Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, MA, Beacon Press, 1966.